

Mot du Pr Salim Daccache s.j. Recteur de l'Université Saint Joseph, au Colloque Médiation, « Renforcement de la démocratie et de l'Etat de Droit » le vendredi 15 novembre 2013.

1. C'est animé par une passion latente que je voudrais d'une part vous souhaiter la bienvenue à cet important colloque « Médiation, renforcement de la Démocratie et de l'Etat de Droit » organisé par le Centre Professionnel de Médiation de l'USJ, en collaboration avec l'Institut des Sciences Politiques de la Faculté centenaire de Droit de l'USJ et l'Association des Ombudsmans et Médiateurs de la Francophonie (AOMF) avec le soutien moral et matériel de l'Organisation internationale de la francophonie dont je salue particulièrement les représentants venus pour participer à ce colloque. Au nom de l'Université, je voudrais vous remercier vous tous nos partenaires, que ce soit l'AOMF pour votre rôle pionnier dans le domaine et l'appui que vous nous apportez et l'OIF, cette organisation partenaire garante des valeurs intellectuelles, humaines et sociales de la francophonie. En plus de l'ISP de l'USJ qui porte la cause de la démocratie, il m'est important de dire ma reconnaissance à Mme Johanna Bourgély pour tout l'engagement qu'elle déploie pour la cause de la médiation.

2. J'ai dit « animé par une passion latente » et je m'explique : il est vrai que beaucoup de séminaires et de conférences sont organisés dans notre pays pour critiquer la politique et évidemment les politiciens, de mettre à bas le système politique contractuel libanais, mais il est rare de mettre ensemble des politiciens, des penseurs de la politique et des décideurs dans une situation d'apprentissage de la politique comme œuvre de médiation en vue d'un renforcement de la démocratie et de l'état de droit. C'est pour dire que la pertinence de ce colloque provient du fait qu'il sera suivi de cette série de séminaires d'apprentissage actif en vue de se former à la médiation, tenant compte des écueils libanais et des situations défavorables au vrai exercice positif de la politique dans notre pays. Si la démocratie y roule mal, c'est que l'exercice de la politique lui-même accuse un déficit évident.

3. La tenue de ce colloque et de ce qui s'ensuit me font poser la question : Le Liban a profité d'occasions positives au courant de son histoire afin de maîtriser ses conflits, d'asseoir un régime démocratique solide et permanent, de favoriser

un état pertinent de droit et de justice, mais qu'en a-t-il fait de ces occasions ? Et pourquoi le Liban est devenu le pays des occasions ratées au lieu que la politique soit une possibilité de sortie de crise ? Il est vrai que la diversité sociale et religieuse est une réalité difficile à gérer, mais comment faire afin d'en faire un atout pour le Liban ?

4. Sans vouloir me hasarder à des réponses qui exigent des développements et une étude exhaustive, je voudrais vous exprimer une intuition que j'ai eue hier même au cours de la séance inaugurale du Colloque de la Faculté de Droit sur la pérennité et la temporalité du Droit. Cette intuition me fait dire que chaque fois que le Droit est instrumentalisé par la politique, corrompu par un certain exercice de la politique (je ne parle pas ici du droit comme pouvoir judiciaire), chaque fois que ce droit universel objet de consensus entre les Libanais est réduit à une chose abstraite bonne pour les anges, mais pas pour les humains, c'est à ce moment-là que surgit la crise et une crise qui devient politique, mais aussi morale et sociale qui laisse ses traces sur l'état sécuritaire et économique. Mais il est évident que ce n'est pas par des homélies moralisantes que la crise politique peut se dénouer.

5. Chers amis, ce séminaire paraît être une sorte de contrepouvoir à la passivité, l'impuissance et la complaisance qui sévissent actuellement. C'est pourquoi le plan de votre projet de séminaire aura à cerner plus d'un problème substantiel et à approfondir les moyens à mettre en route pour atteindre les fins espérés. Pour cela trois attitudes sont nécessaires de les transformer en convictions internationales : il nous faut nous réapproprier la liberté d'esprit pour mieux assumer toute une situation, dire que l'important n'est pas tellement d'arriver seulement à de bons résultats, mais il faut, dans notre situation, un bon débat et de confrontation d'idées. Avoir de meilleurs résultats oui, mais que cela introduise à une culture de démocratie et de dialogue et de reconnaissance mutuelle se présente comme exigence. Pour cela il nous fait être bien moins déterministes et plus ouverts les uns aux autres, unis dans les épreuves et manifestant non pas l'espérance qui est optimisme mais l'espérance qui est confiance et foi qu'il y a quelqu'un, toujours quelqu'un qui vient à votre rencontre.